

Détestez-vous l'État ?

Murray Rothbard

Cet article a été originellement publié sur le site du Mises Institute (mises.org) et a été repris dans le cadre de l'anthologie de Wenzel.

J'ai réfléchi récemment sur les questions cruciales qui divisent les libertariens. Certaines qui ont reçu beaucoup d'attention dans les dernières années sont les suivantes : l'anarcho-capitalisme contre un État limité, l'abolitionnisme contre le gradualisme, les droits naturels contre l'utilitarisme, et la guerre contre la paix. Mais j'ai conclu que tout aussi importantes que sont ces questions, ils ne se sont pas vraiment penchés sur l'essentiel, la ligne de démarcation cruciale entre nous.

Prenons, par exemple, deux des principaux ouvrages anarcho-capitalistes des dernières années : le mien *For a New Liberty*, et celui de David Friedman *The Machinery of Freedom*. À première vue, les principales différences entre eux sont ma propre prise de position en faveur des droits naturels et d'un code juridique libertarien rationnel, à la différence de l'utilitarisme amoraliste de Friedman et de son appel à l'échange de concessions mutuelles et au compromis entre des services de police privée non libertariens. Mais la différence est beaucoup plus profonde que cela. On trouve dans mon ouvrage *For a New Liberty* (et également dans la plupart du reste de mon travail) une haine profonde et omniprésente de l'État et de toute son œuvre, fondée sur la conviction que l'État est l'ennemi de l'humanité. En revanche, il est évident que David Friedman ne déteste pas du tout l'État, qu'il est simplement arrivé à la conviction que l'anarchisme et la concurrence des forces de police privée sont un meilleur système social et économique que toute autre alternative. Ou, mieux que ça, que l'anarchisme serait meilleur que le laissez-faire, qui à son tour serait meilleur que le système actuel. Au milieu de toute la gamme des alternatives politiques, David Friedman a décidé que l'anarcho-capitalisme était supérieur. Mais supérieur à une structure politique existante qui est également assez bonne. En bref, il n'y a aucun signe que David Friedman déteste dans tous les sens du terme l'État américain existant ou l'État en tant que tel, ou qu'il le déteste profondément, dans ses tripes, le considérant comme un gang prédateur de voleurs, d'esclavagistes, et d'assassins. Non, il a tout simplement la bonne conviction que l'anarchisme serait le meilleur de tous les mondes possibles, mais que notre tendance actuelle en est assez éloignée en désirabilité. Car chez Friedman, la proposition selon laquelle l'État – tout État – serait un gang de criminels prédateurs n'a aucun sens.

La même impression rayonne dans les écrits du philosophe politique Eric Mack. Mack est un anarcho-capitaliste qui croit aux droits individuels, mais il n'y a pas d'expression dans ses écrits d'une haine passionnée de l'État, ou, a fortiori, d'un sentiment qui veut que l'État soit un ennemi pillant et bestial.

Peut-être que le mot qui définit le mieux notre distinction est « radical ». Radical dans le sens d'être en opposition profonde et totale au système politique existant et à l'État lui-même. Radical dans le sens d'avoir intégré l'opposition intellectuelle à l'État avec une haine intestinale de son système généralisé et organisé du crime et de l'injustice. Radical dans le sens d'un engagement profond dans l'esprit de liberté et dans l'antiétatisme qui intègre la raison et l'émotion, le cœur et l'âme.

En outre, contrairement à ce qui semble être vrai de nos jours, vous n'avez pas besoin d'être un anarchiste pour être radical dans notre sens, de même que vous pouvez être un anarchiste tout en manquant de l'étincelle radicale. Je ne vois guère un seul partisan d'un État limité de nos jours qui soit radical – un phénomène vraiment étonnant quand on pense à nos ancêtres libéraux classiques qui étaient véritablement radicaux, qui détestaient l'étatisme et les États toute la journée avec une passion magnifiquement intégrée : les Levellers, Patrick Henry, Tom Paine, Joseph Priestley, les Jacksoniens, Richard Cobden, et ainsi de suite, un véritable appel des grands du passé. La haine radicale de Tom Paine pour l'État et pour l'étatisme était et est beaucoup plus importante pour la cause de la liberté que le fait qu'il n'a jamais franchi le fossé entre le laissez-faire et l'anarchisme.

Et plus proche de nous, ces premières influences sur moi comme Albert Jay Nock, H. L. Mencken, et Frank Chodorov étaient magnifiquement et superbement radicales. La haine de *Our Enemy, the State* (le titre de l'ouvrage de Nock) et de l'ensemble de leurs travaux brillait à travers l'ensemble de leurs écrits comme pouvait le faire l'étoile polaire. Alors que faire s'ils n'ont jamais vraiment fait tout le chemin pour expliciter l'anarchisme ? Albert Nock est bien meilleur qu'une centaine d'anarcho-capitalistes, souvent tous trop à l'aise avec le statu quo.

Où sont les Paine, les Cobden, les Nocks d'aujourd'hui ? Pourquoi sont-ils presque tous des partisans d'un État limité de laissez-faire, des conservateurs ordinaires, ou des patriotes ? Si le contraire de « radical » est « conservateur », où sont nos radicaux laissez-fairistes ? Si nos partisans d'un étatsisme limité étaient vraiment radicaux, il n'y aurait pratiquement pas de grand écart entre nous. Ce qui divise le mouvement maintenant, la véritable division, ce n'est pas l'opposition anarchistes contre minarchistes, mais radicaux contre conservateurs. Seigneur, donnez-nous des radicaux, qu'ils soient anarchistes ou pas.

Pour amener plus loin notre analyse, les radicaux anti-étatistes sont extrêmement précieux, même s'ils ne pouvaient guère être considérés comme des libertariens véritables. Ainsi, beaucoup de gens admirent le travail de chroniqueurs comme Mike Royko et Nick von Hoffman, parce qu'ils considèrent que ces hommes sont des sympathisants libertariens et des compagnons de route. Quoi qu'ils soient, cela ne signifie pas qu'ils sont véritablement importants. Car les écrits de Royko et von Hoffman, aussi contradictoires qu'ils soient, transmettent une haine omniprésente de l'État, de tous les politiciens, des bureaucrates et de leurs clients, qui est bien plus proche, dans son radicalisme authentique, d'un véritable esprit libéral intrinsèque, que quelqu'un qui utilisera un ensemble de syllogismes et de vocables pour vanter le « modèle » de la concurrence des tribunaux.

Prenant le concept de radical contre celui de conservateur dans notre nouveau sens, analysons le désormais célèbre débat « abolitionnisme » contre « gradualisme ». La dernière

piqûre de rappel est venue d'un numéro d'août de *Reason* (un magazine dont toutes les fibres de l'être respire le « conservatisme »), dans lequel le rédacteur Bob Poole demande à Milton Friedman où il se situe dans ce débat. Friedman utilise alors cette occasion pour dénoncer la « lâcheté intellectuelle » à défaut de mettre en avant des méthodes « faisables » pour aller « de là à là ». Poole et Friedman ont réussi, à tous les deux, à obscurcir les véritables enjeux. Il n'existe pas un seul abolitionniste qui ne se saisisse pas d'une méthode faisable, ou d'un gain graduel, s'ils venaient sur son chemin. La différence est que l'abolitionniste tient toujours haut la bannière de son but ultime, ne cache jamais ses principes de base, et souhaite arriver à son but aussi vite qu'il est humainement possible. Ainsi, alors que l'abolitionniste acceptera une étape progressive dans la bonne direction, si c'est tout ce qu'il peut obtenir, il acceptera toujours à contrecœur, comme simplement une première étape vers un but qu'il tiendra toujours incroyablement clair. L'abolitionniste est un « pousseur de bouton », qui donnerait des ampoules à son pouce en appuyant sur le bouton qui pourrait abolir l'État immédiatement, si un tel bouton existait. Mais l'abolitionniste sait aussi que, hélas, un tel bouton n'existe pas et qu'il prendra un peu de pain si nécessaire – tout en préférant toujours le pain entier s'il peut y parvenir.

Il convient de noter ici que beaucoup des programmes « graduels » les plus célèbres de Milton tels que le chèque éducation, l'impôt négatif sur le revenu, l'impôt prélevé à la source, la monnaie fiduciaire papier – sont des étapes graduelles (ou même pas si graduelles) dans la mauvaise direction, s'écartant de la liberté, et donc du militantisme libertarien d'opposition à ces programmes.

Sa position de pousseur de bouton provient de la haine profonde et constante de l'abolitionniste pour l'État et son énorme machine de crimes et d'oppression. Avec une telle approche intégrée de sa vision du monde, le libertarien radical ne pourrait jamais imaginer faire face à un bouton magique ou à tout autre problème de la vie réelle avec un simple calcul coût-avantage. Il sait que l'État doit être diminué aussi rapidement et autant que possible.

Et c'est pourquoi le libertarien radical n'est pas seulement un abolitionniste, mais quelqu'un qui refuse aussi de penser en des termes tels qu'un plan de quatre ans pour une sorte de procédure mesurée et imposante pour la réduction de l'État. Le radical – qu'il soit anarchiste ou laissez-fairiste – ne peut pas penser en des termes comme, par exemple : « Eh bien, la première année, nous allons réduire l'impôt de 2%, abolir la « ICC » [Chambre de commerce internationale, NdT], et réduire le salaire minimum. La seconde année, nous allons abolir le salaire minimum, réduire l'impôt sur le revenu de 2% à nouveau, et réduire les prestations d'aide sociale de 3%, etc. » Le radical ne peut pas penser en ces termes, car le radical considère l'État comme son ennemi mortel, qui doit être taillé partout et chaque fois qu'il le peut. Pour le libertarien radical, nous devons saisir n'importe quelle et toute occasion pour limiter l'État, que ce soit pour réduire ou pour supprimer un impôt, un crédit budgétaire, ou un pouvoir réglementaire. Et le libertarien radical a un appétit insatiable jusqu'à que l'État soit aboli, ou – pour les minarchistes – réduit à un rôle minuscule de laissez-faire.

Beaucoup de gens se sont demandés : Pourquoi devrait-il y avoir des conflits politiques importants entre les anarcho-capitalistes et les minarchistes aujourd'hui ? Dans ce monde

d'étatisme, où ils ont tellement de points communs, pourquoi les deux groupes ne travaillent-ils pas en parfaite harmonie jusqu'à ce que nous ayons atteint un monde cobdeniste, après quoi nous pourrions exprimer nos désaccords ? Pourquoi des querelles sur la justice maintenant ? La réponse à cette excellente question, c'est que nous pourrions et nous marcherions main dans la main de cette façon si les minarchistes étaient des radicaux, comme ils l'étaient à partir de la naissance du libéralisme classique jusqu'aux années 1940. Rendez-nous les radicaux anti-étatistes, et l'harmonie régnerait triomphante au sein du mouvement.